

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour publication immédiate : Le mercredi 13 mai 2026

Le gouvernement de l'Ontario rate sa cible en matière de financement principal de l'éducation

L'annonce de financement du gouvernement Ford ne répond pas aux besoins croissants dans les salles de classe, alors que les mises à pied, les effectifs de classe plus élevés et la violence accrue persistent dans les écoles de l'Ontario.

TORONTO ON — Encore une fois, le financement principal de l'éducation du gouvernement Ford est insuffisant pour répondre aux besoins des élèves et des écoles et ne fait rien pour répondre aux pressions croissantes qui pèsent sur les élèves et leurs familles, le personnel enseignant et les travailleuses et travailleurs en éducation dans toute la province.

« Partout en Ontario, nous constatons des effectifs de classe plus élevés, moins de soutiens pour les élèves, une hausse de la violence et des milliers d'avis de licenciement », a déclaré Martha Hradowy, présidente de la Fédération des enseignantes et des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO). « Les données du financement principal de l'éducation publiées aujourd'hui ne permettent en rien de relever ces défis et soulèvent de graves inquiétudes quant à l'approche du gouvernement à la veille des négociations. »

Le vérificateur général a sonné l'alarme concernant l'éducation spécialisée, réclamant 195 \$ de plus par élève pour répondre aux besoins croissants. Malgré cela, l'annonce du gouvernement concernant le financement principal de l'éducation pour 2026 propose moins de 0,93 \$ par élève, laissant ainsi les conseils scolaires avec un déficit de près de 398 millions \$ pour financer adéquatement les programmes d'éducation spécialisée.

Les écoles de toute la province sont confrontées à des défis croissants, notamment des mises à pied de personnel, des élèves dont on ne peut pas répondre à leurs besoins et des conditions de travail et d'apprentissage dangereuses. Les élèves et leurs familles constatent également une réduction du nombre de cours offerts, des programmes annulés et des occasions réduites, alors que les conseils sont contraints de procéder à des compressions budgétaires.

Malgré ces pressions, ce financement est insuffisant pour répondre aux besoins des élèves et des écoles et ne donne pas lieu aux investissements nécessaires pour stabiliser le système ou favoriser la réussite des élèves.

Le budget provincial a confirmé que l'éducation financée à même les deniers publics demeure largement sous-financée, puisqu'elle affiche un déficit d'environ 6,3 milliards \$ depuis 2018. Le

financement principal de l'éducation pour 2026 ne fait rien pour combler cet écart de manière pertinente et perpétue une tendance constante : le financement public des écoles et des salles de classe ne parvient pas à suivre la hausse des coûts, alors même que les coupures budgétaires aux soutiens des élèves n'ont toujours pas été rétablies.

Alors que le secteur de l'éducation s'apprête à entamer une nouvelle série de négociations collectives, ce niveau de financement soulève de graves inquiétudes quant à l'engagement du gouvernement à relever les véritables défis auxquels sont confrontés les élèves et les écoles.

« Le gouvernement ne cesse de parler de la réussite scolaire, mais on ne peut pas améliorer les résultats tout en réduisant les soutiens », a déclaré Martha Hradowy. « Les élèves réussissent lorsqu'ils se sentent en sécurité, appuyés et branchés à l'école. » Cela nécessite un réel investissement, et non seulement des paroles. Les élèves de l'Ontario méritent mieux qu'une somme insignifiante.

Alors que les élèves et les travailleuses et travailleurs en éducation sont confrontés à des effectifs de classe plus élevés, à moins de soutiens et à une violence croissante, le Projet de loi 101 du gouvernement transfère encore plus de pouvoir décisionnel des communautés locales au gouvernement provincial. Sans le financement nécessaire pour soutenir les élèves et le personnel, ces changements n'améliorent pas les conditions dans les salles de classe.

« On ne peut pas améliorer les écoles sans les financer », a déclaré Martha Hradowy.

OSSTF/FEESO continue d'exhorter le gouvernement à :

- Investir dans des effectifs de classe réduits;
- Régler la montée de la violence dans les écoles;
- Accroître les soutiens en santé mentale et en éducation spécialisée;
- Assurer une dotation stable et mettre fin aux mises à pied.

« Alors que les ententes arrivent à échéance et qu'une nouvelle ronde de négociations approche, la stabilité des élèves et de leurs familles doit être une priorité. Cela commence par un financement adéquat et un gouvernement prêt à régler les vrais problèmes de nos écoles », a ajouté Martha Hradowy.

OSSTF/FEESO exhorte le gouvernement à se présenter immédiatement à la table de négociations, afin de relever les défis croissants auxquels est confrontée l'éducation financée à même les deniers publics et d'assurer la stabilité des élèves et de leurs familles, du personnel enseignant et des travailleuses et travailleurs en éducation.

OSSTF/FEESO, créé en 1919, représente plus de 60 000 membres de partout en Ontario. Ils comprennent le personnel enseignant des écoles secondaires de l'Ontario, le personnel enseignant suppléant, les aides-enseignant(e)s, les éducatrices et éducateurs, le personnel enseignant à l'éducation permanente et les instructrices et instructeurs, les éducatrices et éducateurs de la petite enfance, les psychologues, les secrétaires, les orthophonistes, les travailleuses et travailleurs sociaux, le personnel de conciergerie, le personnel de soutien des universités, ainsi que plusieurs autres membres du personnel dans le domaine de l'éducation.

Personne-ressource : Vanessa Stoby, Communications et action politique
Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de
l'Ontario
vanessa.stoby@osstf.ca
416-885-0720